



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ARDENNES

direction de la coordination et  
de l'appui aux territoires

direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement Grand-Est

## INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### **Arrêté préfectoral n° 2019- 163** **relatif au renouvellement de l'agrément des exploitants des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage pour les installations exploitées par la société Garage Baudoin située sur le territoire de la commune de Charleville Mézières (08000)** **Agrément n° PR 08 00002 D**

Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées du secteur des déchets ;
- Vu** le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classée pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 4342 du 30 août 1995, autorisant la société Garage Baudoin, représentée par M. Daniel THIEBAUX, à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Charleville Mézières, au 8 & 10 rue de la prairie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2013 relatif à l'agrément des exploitants des installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage attribué à M. Daniel THIEBAUX, exploitant de la société SAS Garage Baudoin à Charleville Mézières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-529 du 14 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Christophe HERIARD, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;
- Vu** la circulaire du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;
- Vu** la note du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets ;

**Vu** la demande de M. Daniel THIEBAUX, en date du 7 décembre 2018, visant à obtenir le renouvellement de son agrément pour dépollution des véhicules hors d'usage n°PR0800002D ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 8 février 2019, référencé Saa-OIL/Jol-n 19/026, de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 22 février 2019 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti.

**Considérant** que les activités exercées sur le site sont régulièrement autorisées ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2006, renouvelé le 27 février 2013, portant agrément des exploitants des installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage, attribué à la société Garage Baudoin, pour une durée de 6 ans, fixe une échéance de fin d'agrément au 27 février 2019 ;

**Considérant** que la demande de renouvellement de l'agrément susvisée est accompagnée des pièces visées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

**Considérant** que l'attestation de conformité du 25 juillet 2018 jointe à la demande de renouvellement d'agrément ne révèle pas de non-conformité ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société Garage Baudoin, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro de SIRET 382 312 338 00033, dont le siège social et le site d'exploitation sont situés 8 et 10 rue de la prairie à Charleville Mézières (08000), et représentée par M. Daniel THIEBAUX, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 :**

L'agrément n° PR 08 00002 D, délivré par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2013 portant agrément des exploitants des installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage (centre VHU) est renouvelé pour une durée de 6 ans soit jusqu'au 27 février 2025.

### **Article 3 :**

La société Garage Baudoin agréée à l'article 2 du présent arrêté est tenue de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### **Article 4 :**

La société Garage Baudoin est tenue d'afficher de façon lisible à l'entrée de son établissement son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

### **Article 5 :**

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 6 :**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

#### **Article 7 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

#### **Article 8 :**

Un extrait du présent arrêté, mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de Charleville Mézières et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Charleville Mézières pendant une durée minimum d'un mois.


Le maire de la commune de Charleville Mézières fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture des Ardennes, l'accomplissement de cette formalité. Une copie dudit arrêté sera publiée, pendant au moins quatre mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

#### **Article 9 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est et le maire de Charleville Mézières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Garage Baudoin.

Charleville-Mézières, le **13 MARS 2019**

le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général

  
Christophe HERIARD

